

# Revolutionäre Marxistische Liga

Schweizerische Sektion  
der IV. Internationale

# Ligue Marxiste Révolutionnaire

Section suisse de la  
IV<sup>ème</sup> Internationale

# Lega Marxista Rivoluzionaria

Sezione svizzera  
della IV<sup>a</sup> Internazionale



Postfach 554, 5001 Aarau  
Postfach 495, 5401 Baden  
Postfach 1235, 4001 Basel  
Postfach 1221, 3001 Bern 1  
Case postale 13, 2500 Bienne 4  
Case postale 829, 2301 Chaux-de-Fonds  
Case postale 59, 2800 Delémont 1  
Case postale 28, 1700 Fribourg 6  
Case postale 858, 1211 Genève 3  
Case postale 592, 1000 Lausanne 17  
Postfach 2842, 6000 Luzern 6  
Case postale 32, 2000 Neuchâtel 2  
Postfach 461, 4600 Olten 1  
Postfach 2269, 8200 Schaffhausen  
c/o CNEDI, casella postale 225, 6901 Lugano  
Postfach 124, 8406 Winterthur  
Postfach 1155, 6300 Zug  
Postfach 299, 8031 Zürich  
tél. Zürich 01/44.90.10  
tél. Lausanne 021/23.05.91  
CCP central : 80 - 44457 Zurich

SECTION DE GENEVE

8 juillet 1980

Aux rédactions de la presse genevoise

## COMMUNIQUE DE PRESSE

=====

La Ligue Marxiste Révolutionnaire a appris avec tristesse la mort d'Alain, militant de l'ADUPSY, survenue lors d'une cure de sommeil administrée contre son gré à la Clinique de Bel Air. Le silence de la Direction de Bel Air dans cette affaire est inadmissible et laisse planer la suspicion sur l'ensemble du personnel. Or celui-ci, depuis des années, exige de meilleures conditions de travail, des horaires moins chargés, une augmentation des effectifs et des rapports de travail qui permettent un contrôle, par le personnel, des traitements administrés. Le refus de ces exigences n'est pas étranger au fait que des événements aussi dramatiques puissent se produire. Dans cette situation, c'est à la Direction de Bel Air et au Département de la Prévoyance Sociale de rendre des comptes publics sur cette affaire dont le personnel n'a pas à être incriminé.

Le hasard a voulu qu'Alain meure deux jours avant l'entrée en vigueur d'une loi cantonale sur le régime des personnes atteintes d'affections mentales et sur la surveillance des établissements psychiatriques qui ne fait que prolonger la situation actuelle où les droits des usagers ne sont pas reconnus ou, s'ils existent, sont sans cesse bafoués. La LMR se prononce au contraire pour des dispositions légales qui abolissent les traitements de choc administrés contre la volonté des patients et introduisent un contrôle du personnel soignant et des usagers sur les traitements administrés dans les institutions psychiatriques.

pour la Ligue Marxiste Révolutionnaire  
M. Thévenaz